

**T**out le monde sait pourtant (y compris sa marâtre Marie Madeleine Mborantsuo) que l'officier d'état-civil signalé dans l'acte de naissance soi-disant congolais d'Abo n'officialiait plus à cette époque-là à Brazzaville. Tout le monde sait que le candidat naturel de la famille présidentielle naturelle ne s'appelait pas Ali et que son père ne se prénomme pas Omar comme rédigé sur l'un des fameux actes, notamment celui du III<sup>ème</sup>. Tout le monde sait que ce n'est pas la mairie du III<sup>ème</sup> arrondissement qui procède à la gabonisation, donc à la légalisation des actes de naissance de ceux qui sont nés hors du Gabon. Ça se passe à la mairie du I<sup>er</sup>. Tout le monde sait que c'est Mme Mborantsuo qui choisit le président de la Cénap. Tout le monde sait que la pièce fondamentale qui permet de délivrer le certificat de nationalité brandi dans l'argumentaire de Me Nkea pour défendre Ali Bongo est... l'acte de naissance. Tout le monde sait que, très certainement, les chiffres à proclamer, au soir du 27 août 2016, se trouvent déjà dans les tiroirs d'Aboghe Ella, de Moubelet Boubeya et de Mborantsuo. Tout le monde, c'est le peuple gabonais, la classe politique gabonaise, notamment l'opposition, la société civile, et la communauté internationale. Depuis 1990, c'est comme ça.



Il fait la honte de tout un peuple

Dès 2014, année de sa création, le Front de l'opposition pour l'alternance en était bien conscient : lorsqu'il expliquait : « *chacun de nous pressent que la prochaine élection présidentielle, normalement prévue pour 2016, sera mal organisée et volontairement bâclée, avec le seul objectif d'assurer le maintien du pouvoir établi...* » et qu'à « *La proximité des prochaines élections présidentielle et législatives... le risque est grand que l'organisation de celles-ci, comme les précédentes, présente de grands dangers pour la stabilité du Gabon, si rien n'est fait pour leur donner*

*un caractère démocratique* ». C'est pourquoi, poursuivait-il : « *La définition d'une nouvelle stratégie de lutte s'impose* » d'autant... que tout le monde sait parfaitement que l'« *élection présidentielle, normalement prévue pour 2016, sera mal organisée et volontairement manipulée avec pour seul objectif d'assurer le maintien au pouvoir d'Ali Bongo Ondimba.* » Et, enfin, que « *Parce qu'il a volé l'élection de 2009 et que sa gestion des affaires publiques entraîne le Gabon à la faillite, à la dégradation continue des conditions de vie des populations, à une*

*pauvreté jamais égalée dans notre pays et, donc, à une impopularité de ses dirigeants, nous avons tout lieu de croire que le pouvoir mettra tout en œuvre pour frauder lors de la prochaine élection présidentielle* ». Et de conclure : « *Tout le monde est, là-dessus, d'accord : ce jeu de dupes, ce cirque ne peut plus durer* ». En effet, le verdict sans recours possible que vient d'asséner, une fois de plus, la Cour constitutionnelle a le mérite de mettre tout le monde d'accord sur le fait que le terrain où Ali Bongo entraîne le Gabon et les Gabonais est le

champ miné et diablement explosif de la fraude électorale. Terrain sur lequel il faudra bien se battre désormais jusqu'au 27 août prochain et, peut-être, même au-delà. C'est bien la preuve, comme nous le répétons assez souvent, que « *pour assurer la durée et la stabilité du système, qui subit quelques ajustements à la Conférence nationale et aux « Accords de Paris », le patriarche et fondateur de la dynastie Bongo fixe sur un socle inamovible les fondements du royaume : le contrôle des institutions, l'argent, la force* ». L'argent et la force viennent encore une fois de permettre au Bongo en place d'exercer un contrôle d'airain sur les institutions de la République.

## Alors que faire ?

La communauté internationale, notamment l'Union européenne, nous assure qu'elle va accompagner le processus électoral. Lequel ? Celui de la fraude en marche ? Qu'en est-il des partisans de la destitution et de son corollaire, le boycott ? Apparemment, avec la décision de la cour de valider la candidature naturelle d'Abo, cette voie qui, par ailleurs, est abandonnée par le candidat Oye Mba et Divungui, qui le soutient, a peu de chance de prospérer dans sa formule juridique. A moins que... La répression du samedi 23 juillet, à l'ancienne

Sobraga, l'échauffourée du 9 juillet, place de la démocratie, sont des signes avant-coureurs de ce que nous réserve un avenir à la fois sous surveillance armée ourdie par Abo et sous contestations populaires. Hier, le 20 décembre 2014, Jean Ping, resté seul, à Venez-voir, face aux forces de police échappait de justesse à la mort. Samedi 23 juillet, en première ligne, Myboto, Oye Mba, Divungui, Andziembe, Ondo Ossa et les autres en ont réchappé, eux, à leur tour.

## A la prochaine occasion, qui abattront-ils ?

Il serait peut-être temps de s'écouter, de coordonner, de mutualiser les forces afin de frapper là où cela fera le plus mal au pouvoir : l'unité de tous derrière un seul candidat. Ce qui serait un argument de plus auquel et le peuple gabonais et... la communauté internationale ne resteraient pas insensibles. Ni maintenant. Ni pendant, dans 13 jours. Ni, surtout, après le 27. Et le Gabon force donc tout droit dans l'élection présidentielle. Mais, sans pilote dans l'avion, il y a fort à craindre que le pays n'en sorte pas indemne. Tout le monde le sait pourtant.